

Les Femmes dans la société

une histoire d'idées reçues

Yannick Ripa

Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. L'auteure les prend pour point de départ et apporte ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Le Cavalier Bleu
EDITIONS 

Yannick Ripa

Professeure d'histoire contemporaine à l'université Paris 8, spécialiste de l'histoire des femmes et du genre, membre du Labex *Écrire une histoire nouvelle de l'Europe* (axe genre) et du laboratoire SIRICE. Collaboratrice au cahier Livres de *Libération*.

De la même auteure

- *L'Étonnante histoire des belles-mères* (dir.), Belin, 2015.
- *Les Femmes, actrices de l'histoire, France, 1789 à nos jours*, Armand Colin, 2010.
- *L'Affaire Hersilie Rouy. Une femme contre l'asile au XIX^e siècle*, Tallandier, 2010.
- *Les Femmes en France de 1880 à nos jours*, Le Chêne, 2007.
- *Les 100 notions de l'histoire de l'Europe du XIX^e siècle*, Belin, 2007.
- *Les Femmes*, coll. Idées reçues, Le Cavalier Bleu, 2002.
- *Séduction et sociétés. Approches historiques* (coll.), Seuil, 2001.
- *De la violence et des femmes* (coll.), Albin Michel, 1997.
- *L'Enseignement agricole et vétérinaire, de la Révolution à la Libération*, avec T. Charmasson et A.-M. Le Lorrain, INRP/ Publications de la Sorbonne, 1992.
- *Histoire du rêve. Regards sur l'imaginaire des Français au XIX^e siècle*, Olivier Orban, 1988, Hachette, Pluriel 1989.
- *L'Enseignement technique de la Révolution à nos jours*, avec T. Charmasson et A-M Le Lorrain, INRP/Economica, 1987.
- *La Ronde des Folles. Femme, folie et enfermement au XIX^e siècle*, Aubier, 1986.
- *Carnets d'une séquestrée*, Le Sycomore, 1983.

sommaire

Introduction 11

« Le sexe faible »

- « Toutes les femmes sont des hystériques. » 15
- « Les femmes sont faites pour être mères. » 21
- « L'instinct maternel n'existe pas. » 27
- « Les filles réussissent mieux à l'école que les garçons. » . . . 35

« La femme est la reine du foyer »

- « La place des femmes est à la maison. » 45
- « Les femmes demandent davantage le divorce que les hommes. » 53
- « La contraception a révolutionné la vie des femmes. » 59
- « Aujourd'hui, femmes et hommes se partagent les tâches ménagères. » 65

« Le travail des femmes est contre-nature »

- « Les femmes ont commencé à travailler à la Première Guerre mondiale. » 75
- « Le travail libère la femme. » 81
- « Il n'y a pas de femme parmi les grands peintres et les grands musiciens. » 87
- « Les femmes sont moins payées que les hommes. » 93
- « Prof, c'est bien pour une femme. » 101

« Les femmes ne sont pas faites pour la politique »	
« Les femmes n'ont pas d'histoire. »109
« À sa naissance, la démocratie française a exclu les femmes. »113
« La politique n'intéresse pas les femmes. »119
« Si les femmes dirigeaient, il n'y aurait plus de guerre. » .	.127
« Les féministes sont contre les hommes. »133
« La parité est contraire à l'universalisme. »139

Conclusion

« On ne naît pas femme, on le devient. »145
--	------

Annexes

Repères chronologiques151
Glossaire155
Pour aller plus loin159

« La place des femmes est à la maison. »

*Depuis quand est-il d'usage de voir les femmes abandonner
les soins pieux de leur ménage, le berceau de leurs enfants,
pour venir sur la place publique [...] remplir des devoirs
que la nature a départis à l'homme seul ?*

Procureur Chaumette, 1793

Cette interrogation accusatrice se fait l'écho, au cœur de la Révolution française, de l'opinion courante selon laquelle la place des femmes est, par nature, à la maison et donc celle des hommes, dehors. La question posée par le procureur Chaumette contient la réponse attendue : « jamais ». Bien qu'objet de débats, l'organisation des sociétés primitives fonde donc cet énoncé et sa justification naturaliste : la faiblesse musculaire des femmes, lourdes de leur grossesse, entravées par les nourrissons au sein et les enfants aux bras les a vouées aux soins de la famille, laissant aux hommes et à leurs forces les activités extérieures. Mais cette argumentation naturaliste ne résiste pas à l'analyse. On ne peut en effet se prévaloir de la nature pour expliquer la répartition sexuée des rôles dans la société, car celle-ci est une construction humaine. Les applications extrêmes de ce postulat le prouvent sans nuance : de l'antique gynécée auquel les étrangers à la famille n'ont pas accès, au harem, cet entre-femmes offert au maître des lieux, le projet est moins de placer les femmes à la maison que de les retirer de l'espace public. Les burquas et nikhabs n'en sont-ils pas le dérapage majeur : femmes cloîtrées au foyer, elles ne peuvent en sortir qu'en portant sur elles leur prison, cachées au pire derrière les grilles de leur robe comme elles le sont derrière celles de leur maison. Bien sûr, ici, les partisans de l'idéal de « la femme au foyer » qu'ils soient homme ou femme, en ont peu, voire pas,

mesuré la portée coercitive. Ils n'ont pas toujours compris non plus que sphère privée et sphère publique sont entre elles hiérarchisées : les pouvoirs qui s'y exercent n'ont pas même valeur symbolique et réelle.

Aisément acceptée par la confusion, durant des siècles, entre femme et mère, l'idée reçue n'a pourtant pas pu s'imposer : elle exprime davantage un vœu que la réalité. En France, elle défend un modèle qui, détaché des contingences matérielles, est à la seule portée des milieux aisés. Les femmes du peuple, elles, ont toujours travaillé ; longtemps la petitesse des logements où s'entassait une famille nombreuse rendait impossible une vie de « femme d'intérieur ». Celle-ci ne concerne que la bourgeoisie qui au XIX^e siècle l'érige en exemple, gardienne des valeurs, éducatrice des enfants, gouvernante du cocon familial qui accueillera l'époux fatigué des tracas du monde. La singularité de ce projet est d'avoir mobilisé bien des énergies pour sa défense. Elles se sont déployées dans trois registres, souvent additionnés : la coercition, la sublimation, la culpabilisation.

La Révolution française expulse les femmes de la rue : le 24 mai 1795, elle leur interdit de s'y rassembler à plus de cinq, leur désignant la maison comme leur lieu de vie. Le Code civil napoléonien entérine en 1804 cette division de la société en deux sphères. Dépourvue de droits, soumise à l'autorisation de son mari pour participer à la vie sociale, la femme ne peut s'épanouir que dans le foyer, dans son rôle d'épouse et de mère. Toute son éducation l'a préparée à « être bonne à marier » ; à ses yeux aussi, la place de la femme est à la maison, c'est là qu'on la vénère. Car au bâton de la loi – qui ferme les écoles et les métiers aux femmes, qui en destine une partie à la domesticité, aux soins d'une autre maison donc – s'adjoint la carotte des louanges. Ange de la maison, reine du foyer, ministre des finances, experte en art culinaire, la mode est à l'éloge de la ménagère. Et les mots accroissent le flou désiré : la ménagère n'est pas une femme de ménage, mais fait le ménage de son ménage !

Pour mieux fixer les frontières de sexes, la société encense les hommes publics et réserve le féminin de ce qualificatif aux seules prostituées ; pour ne pas être publique, la femme doit être chez elle. Ses sorties et leur itinéraire sont codifiés : le XIX^e siècle cultive les lieux de femmes, tout en intériorité ouatée pour les unes (grands magasins, salons de thé, églises, voire visites de charité), pour les autres, on préfère l'entre-femmes du lavoir, des petites mains ou des boutiques, à la promiscuité dénoncée des usines. Pour exclure les femmes de la sphère publique, les ouvriers partagent, une fois n'est pas coutume, les arguments des bourgeois. En 1876, le Congrès ouvrier de Paris déclare : « La place naturelle de la femme est à la maison. » Si, du bout des lèvres, trois ans plus tard le Congrès de Marseille admet l'égalité entre les sexes, sous la pression de la féministe Hubertine Auclert, les travailleurs rêvent, eux, d'une épouse à la maison, leur « bourgeoise », et applaudissent au travail à domicile, permis par la machine à coudre qui, à partir de 1857, transporte l'usine à la maison.

En jugeant exceptionnelle la participation des femmes à l'économie de guerre, la Première Guerre mondiale rappelle que leur place est à la maison : elles ne sont donc que des remplaçantes aux yeux de tous. Comme telles, elles sont aussitôt démobilisées, dès la paix signée. La hâte à les remettre « à leur place », sans même envisager le déficit de main-d'œuvre en raison des tués au combat, en dit long sur l'attachement à la séparation des sexes. Ce retour se fait pour accomplir une « tâche patriotique » : repeupler la France ; la figure de la ménagère s'estompe au profit de celle, sublimée, de mère au foyer. La papauté participe à cette entreprise : l'encyclique *Quadragesimo Anno* de 1931 confirme que la place des femmes est bel et bien « à la maison ». Les mesures natalistes de l'entre-deux-guerres relèvent du même principe : l'instauration des allocations familiales en mars 1932 veut inciter les femmes à rester chez elles mais échoue ; elles sont plus attirées par les emplois du secteur tertiaire en pleine expansion que par les soins du ménage. Dès le 20 juin 1940, Pétain désigne la

féminisation de la société, la liberté des femmes, leur désertion du foyer pour cause de travail comme responsables de la dégénérescence et de la défaite de la France. Par « Travail, Famille, Patrie », il faut aussi comprendre, le travail aux hommes, la famille aux femmes, la patrie, devoir de tous. L'État français débauche les épouses de l'administration (11 octobre 1940) et la loi du 18 mars 1942 rend obligatoire l'enseignement ménager pour les filles. Associée à la réaction, l'idéologie de la femme au foyer doit dans l'après-guerre revêtir de nouveaux habits : la France du *baby-boom* glorifie essentiellement la mère. Pourtant, la femme au foyer devient bel et bien la figure emblématique de « la femme des classes moyennes » des années 1950-1960. Elle est préférée à celle de la ménagère, jugée trop populaire et trop reliée aux tâches domestiques, peu valorisantes, associées au sale. Dans la société de consommation naissante des Trente Glorieuses (1945-1975), elle devient un enjeu économique et donc publicitaire, mais la promotion de la mécanisation des travaux domestiques ne vise pas à lui ouvrir les portes de la maison, mais à libérer de son temps pour le consacrer à son mari et à ses enfants, tout en préservant sa « féminité », voire sa séduction. Et parce que, justement, elle n'est plus une ménagère, elle pratique ce que l'on nomme depuis les années 1920 « les arts ménagers », alors survalorisés. Dans un intérieur aseptisé et une cuisine bleue comme leur bonheur, toutes ces femmes s'inscrivent dans la lignée des bourgeoises du siècle passé, épanouies dans leur *sweet home* qu'elles savent préserver. Désormais, elles doivent acquérir un savoir pratique technologique, grâce à celui, scientifique, des hommes qui inventent les machines mais ne font pas le ménage et qui, *via* la radio et la télé, conseillent ces dames, perdues sans eux. Ainsi le chef du restaurant Le Grand Véfour, Raymond Oliver, guide la célèbre speakerine Catherine Langeais pour réussir de bons petits plats dans la bien-nommée et réputée émission : *Art et magie de la cuisine*. La plupart des femmes adhère à cette nouvelle version de la femme d'intérieur : elles parlent de « leur » cuisine – leur lieu –, de « leur » repassage,

de « leur vaisselle ». Reines en leur foyer, elles posent appuyées sur « leur » nouveau réfrigérateur.

Mais cette image dorée cache le vrai quotidien, souvent harassant des femmes au foyer, surtout dans les milieux populaires. Les grands ensembles, véritables cités dortoirs jaillies de la reconstruction, les enferment dans la solitude et les désocialise. Certaines passent des heures rivées à « leurs » machines à coudre, afin d'arrondir les fins de mois de la famille, mais sont dépourvues de tout droit du travailleur et d'une future retraite. « Faut-il pleurer, faut-il en rire, fait-elle envie ou bien pitié ? » s'interroge en 1965 Jean Ferrat qui refuse qu'on impose à la femme au foyer de ne pas « voir le temps passer [...] entre les courses et la vaisselle, entre ménage et déjeuner [...] ». Le succès de la chanson est révélateur du mal-être de ces femmes-là et de leur refus – le plus souvent tacite – d'accepter que leur situation relève de la nature. Simone de Beauvoir a dénoncé cette interprétation dès 1949 dans *Le Deuxième Sexe* ; mais peu de ménagères ont lu ce brûlot contre la condition féminine, quand la voix du chanteur communiste les atteint par la radio et les tout nouveaux transistors, une ouverture sur le monde.

Durant la décennie 1970, entre le Mouvement de libération des femmes (MLF) et l'idée reçue, le « torchon brûle » ; en nommant ainsi l'un de leurs journaux, les féministes proclament la mise à mort de celle-ci. Les besoins économiques et l'évolution des mœurs jouent désormais en sa défaveur : la progression du nombre des femmes actives, l'extension de leurs champs d'activités et de leurs domaines de compétences, la nécessité de leurs salaires pour l'équilibre budgétaire du foyer la font vaciller. S'y référer exprime dès lors un conservatisme, peu attentif au quotidien féminin, ou un attachement à un modèle religieux. À y regarder de plus près, dans les deux dernières décennies du XX^e siècle, l'idéal de la femme au foyer survit, travesti. La vie professionnelle des femmes, qu'elles revendiquent comme étant leur choix, est alors souvent nommée abandon de la famille. Le recours à la culpabilisation est

fréquent : pour avoir quitté « leur place », voilà les femmes responsables du bas niveau scolaire, de la délinquance des jeunes, de la montée de la violence et l'usage de la drogue, comme les travailleuses furent au XIX^e siècle comptables de l'alcoolisme de leur conjoint ! Ces reproches ratent leur cible : le nombre de femmes au foyer ne cesse de diminuer régulièrement, même si certaines affirment vouloir rester à la maison par choix, sans toutefois approuver l'injonction généralisatrice selon laquelle ce serait leur seule place dans la société.

Celle-ci a, de plus, laissé dans les mémoires des traces difficiles à identifier : comment comprendre que le chômage féminin choque moins que celui des hommes, si ce n'est par le fait que le droit des femmes au travail n'est toujours pas acquis ; quinze ans après l'enquête de l'Insee sur l'emploi concluant que 30 % des femmes entre 25 et 49 ans pensent qu'« il est normal en période de fort chômage de donner la priorité pour un travail à un homme plutôt qu'à une femme », les travaux actuels des sociologues confirment que le chômage féminin est jugé moins grave que celui des hommes (Margaret Maruani, Monique Meron, *Un siècle de travail des femmes en France, 1901-2011*, 2012) ; comment interpréter que la flexibilité et le temps partiel des femmes soient, eux, loués au nom de la « conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle », alors que ces sous-emplois touchent en majorité des célibataires sans enfant, si ce n'est par l'idée, ancrée au fond de l'inconscient, que la « place des femmes est à la maison », quand tant d'entre elles affirment leur simple volonté de travailler, par choix, non par obligation économique ! Par goût de leur métier, par envie d'une identité sociale autre que celle de mère, par volonté d'indépendance, par refus de voir l'horizon de leur vie borné par les murs du foyer.

Mais, de plus, nécessité fait loi : l'inflation des divorces, la poussée des familles monoparentales féminines devraient interdire d'affirmer que la place des femmes est à la maison parce que ce mot d'ordre est inapplicable dans ce contexte. Pour autant,

cette affirmation ne peut pas, non plus, s'adresser à celles qui vivent en couple, tant la crise économique qui marque les débuts du XXI^e siècle a très souvent rendu indispensable le travail des épouses et compagnes. Non seulement le nombre de femmes au foyer – terme qui désigne cette seule catégorie, entre 20 et 59 ans – a nettement diminué, passant de 3,5 millions en 1991 à 2,1 millions en 2011, soit une femme en couple sur cinq, mais les femmes concernées le sont moins par la conviction que là est leur place que par force : 79 % d'entre elles ont déjà travaillé (contre 76 % vingt ans plus tôt), or la première cause de leur retour à la maison est aujourd'hui la fin d'un CDD (35 %) ou un licenciement économique (11 %), quand 59 % des « inactives » de 1991 avançaient des motifs personnels pour justifier leur cessation d'activité et seulement 10 % la fin d'un contrat précaire ; le choix personnel n'est désormais avancé que par 21 % des femmes « à la maison ». Faire valoir à ces dernières que leur retour au foyer, et ce malgré elles, est néanmoins, un retour à la normale, relève de l'indécence, c'est une injure à la souffrance psychique et matérielle éprouvée par celles qui souhaitent retrouver un emploi.

Le travail des femmes étant désormais le souhait de la majorité d'entre elles et la norme, l'idée reçue est, elle, devenue inaudible. On peut néanmoins s'attendre à la voir revendiquer par des extrémistes de tout bois ; à moins que tapie dans l'inconscient, elle ne resurgisse en des lieux et moments inattendus : le fameux « Qui gardera les enfants ? » de Laurent Fabius à l'adresse du couple Hollande-Royal, mais à la seule attention de l'épouse et mère briguant en 2007 la présidence de la République, n'en est-il pas une résurgence ?